



# Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale  
29 janvier 2002  
Français  
Original: anglais

---

## Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes Vingt-sixième session

### Compte rendu analytique de la 529<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 14 janvier 2002, à 10 heures

*Présidente:* M<sup>me</sup> Abaka

## Sommaire

Ouverture de la session

Déclaration solennelle de nouveaux membres du Comité

Adoption de l'ordre du jour et organisation du travail

Rapport de la Présidente sur les activités entreprises entre les vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Comité

Application de l'article 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Moyens d'accélérer les travaux du Comité

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



*La séance est ouverte à 10 h 25.*

### **Ouverture de la session**

1. **La Présidente** déclare ouverte la vingt-sixième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Elle souhaite la bienvenue aux deux nouveaux membres du Comité – M<sup>mes</sup> Kapalata et Saiga –, qui assumeront la fin du mandat de M<sup>mes</sup> Mtengeti-Migiro et Taya, respectivement.

2. **M<sup>me</sup> King** (Sous-Secrétaire générale des Nations Unies, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme) déclare que la période qui s'est écoulée depuis la clôture de la vingt-cinquième session a été marquée par des difficultés et des événements tragiques, mais également par de nouveaux progrès en matière d'égalité entre les sexes – notamment la nomination d'une femme au poste de ministre de la défense, pour la première fois, au Chili et en Amérique latine en général, ou encore, au Kenya, la promulgation d'une loi interdisant les mutilations génitales, et, au Brésil, l'instauration d'un nouveau Code civil établissant l'égalité des femmes devant la loi.

3. La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à laquelle plusieurs membres du Comité ont participé, a reconnu que le racisme, la discrimination raciale et toutes les formes d'intolérance qui y sont liées affectaient les femmes et les jeunes filles d'une manière différente par rapport aux hommes, jeunes ou adultes, et que les femmes pouvaient être plus sujettes à diverses formes de discrimination. Cette conférence a également souligné la nécessité d'intégrer la dimension de l'égalité entre les hommes et les femmes aux politiques, stratégies et programmes, ainsi que l'importance d'une approche plus systématique du contrôle et du suivi du phénomène de la discrimination raciale à l'égard des femmes. Parmi les stratégies proposées en vue de lutter contre le racisme figurent la ratification et l'application des instruments relatifs à la protection des droits de l'homme, ainsi que la réalisation de l'objectif de ratification universelle de la Convention dans un délai de cinq ans.

4. **M<sup>me</sup> King** met également l'accent sur l'évolution récente de la situation des femmes en Afghanistan – notamment la participation de deux

femmes, en tant que déléguées à part entière, aux entretiens qui ont eu lieu récemment à Bonn sous l'égide des Nations Unies. De plus, deux Afghanes ont été nommées ministres au sein de l'Administration intérimaire. D'autre part, la première Mission d'intervention intégrée, chargée de conseiller le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afghanistan, comporte trois spécialistes des questions d'égalité entre les sexes. Lors du Sommet des femmes afghanes pour la démocratie, qui s'est tenu à Bruxelles les 4 et 5 décembre 2001, les femmes afghanes ont formulé des priorités pour l'avenir de leur pays. La fin de ce sommet a été marquée par l'adoption de la « Proclamation de Bruxelles », fixant notamment des exigences de reconstruction de la société afghane dans les domaines de l'éducation et de la culture, de la santé, des réfugiés, des droits de l'homme et de la rédaction d'une constitution. La Convention est l'un des instruments de protection des droits de l'homme cités dans cette proclamation. La réunion de Bruxelles a encouragé à la création d'un réseau de femmes afghanes issues de divers milieux. Si tous ces progrès sont encourageants, il convient, cependant, de rester vigilant afin de veiller à ce que les femmes afghanes puissent participer, en tant que partenaires à part entière, aux processus de décision dans les négociations de paix, les activités humanitaires et le travail de reconstruction du pays.

5. La Division de la promotion de la femme a saisi toutes les occasions d'encourager à la ratification de la Convention et du Protocole facultatif, ainsi qu'à l'approbation de l'amendement au paragraphe premier de l'article 20, concernant la période de réunion du Comité. À ce jour, 73 États ont signé le Protocole facultatif, et 28 États l'ont ratifié ou y ont adhéré. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de ce texte, la Division de la promotion de la femme a élargi la Section des droits de la femme, et un membre du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a été délégué auprès de la Division afin de contribuer à l'élaboration des procédures en matière de communication.

6. Le Comité a été autorisé à tenir, à titre exceptionnel, une session extraordinaire de trois semaines en 2002, afin de rattraper le retard accumulé en matière d'examen des rapports des États parties. Cependant, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission ont formulé une crainte, à savoir que l'on

ne puisse combler ce retard que de manière temporaire si le Comité ne réforme pas ses méthodes de travail – notamment ses procédures de rapport – et qu'il ne propose pas de lignes directrices au sujet de la longueur des rapports des États parties. Enfin, M<sup>me</sup> King déclare que l'octroi du prix Nobel de la paix à l'Organisation des Nations Unies et à son Secrétaire général devrait tous nous inspirer en vue de déployer des efforts encore plus importants dans le sens de l'égalité entre les sexes.

7. **M<sup>me</sup> Hannan** (Directrice de la Division de la promotion de la femme), signifie le soutien total de la Division aux travaux du Comité. La Division soutient également l'application de la Convention et de son protocole facultatif, par l'intermédiaire de son programme de coopération technique et de l'accent très important qui est mis, dans ce cadre, sur la ratification et l'application de la Convention et du Protocole facultatif. En outre, la Division fait en sorte que le personnel même des Nations Unies tienne compte de l'existence et de l'importance de ces textes. Ainsi, la Division a fourni une note d'information sur la vingt-sixième session au Comité interagences sur les femmes et l'égalité entre les sexes, au réseau des différentes unités chargées de ces questions au sein du Secrétariat, et, enfin, au personnel de la Division même. La Division a également souligné l'importance de la Convention auprès de l'ensemble des divisions du Département des affaires économiques et sociales dans le cadre général de son programme relatif à l'instauration de l'égalité entre les sexes.

#### **Déclaration solennelle de nouveaux membres du Comité**

8. **M<sup>mes</sup> Kapalata et Saiga** font une déclaration solennelle conformément à l'article 15 du Règlement du Comité.

#### **Adoption de l'ordre du jour et organisation du travail (CEDAW/C/2002/I/1)**

9. *L'ordre du jour est adopté.*

#### **Rapport de la Présidente sur les activités entreprises entre les vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Comité**

10. **M<sup>me</sup> Abaka, Présidente**, déclare que, depuis la clôture de la vingt-cinquième session, elle a concentré ses activités sur la Conférence mondiale contre le

racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. M<sup>me</sup> Abaka considère que son rôle, dans le cadre de cette conférence, a consisté à veiller à ce que la Déclaration et le Programme d'action adoptés à l'issue de la réunion reflètent la préoccupation de l'égalité entre les sexes et reconnaissent que les femmes peuvent être victimes de divers handicaps dus à l'interaction de différentes formes de discrimination. La Présidente souligne qu'à plusieurs reprises, elle a été appelée à expliquer la signification du concept de « genre » (masculin ou féminin), qui semblait poser des problèmes à certaines délégations. Elle a également participé à un certain nombre de manifestations parallèles – notamment en tant qu'animatrice d'un débat sur la dimension « droits de l'homme » du phénomène de la discrimination raciale.

11. Dans le cadre de son dialogue avec les États parties, le Comité doit déployer davantage d'efforts en vue d'identifier les effets des législations et politiques des États en termes d'égalité entre les sexes, et, notamment, sur les femmes des pays en question en général et les femmes les plus marginalisées en particulier. Ces femmes « marginales » ne sont pas nécessairement une minorité – ainsi, en Afrique du Sud, les femmes noires constituent la majorité tout en étant marginalisées. Les témoignages présentés dans le cadre de la manifestation intitulée « La voix des victimes » étaient très émouvants et ont montré qu'il fallait relancer d'urgence le processus de négociation.

12. M<sup>me</sup> Abaka a également participé à l'animation d'une table ronde sur l'Impact des formes multiples de discrimination à l'égard des femmes, organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Division de la promotion de la femme, et présidée par M<sup>me</sup> Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme. M<sup>me</sup> Abaka a également prononcé une allocution dans le cadre d'un débat organisé par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) sur le thème des races et de l'égalité entre les sexes dans le contexte de la CEDAW. La Présidente a également fait d'autres déclarations relatives à la Convention dans le cadre de plusieurs autres discussions tenues lors de la Conférence mondiale. Mme Gaspard a également participé à cette conférence et présentera au Comité, en temps opportun, un compte rendu de sa participation.

13. L'éducation relative aux droits de l'homme reste un moyen essentiel de lutte contre les inégalités, les

injustices et les abus, et, à cet égard, la Présidente demande instamment au Comité d'être un partenaire plus actif pendant le reste de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation aux droits de l'homme (1995-2004). La Conférence de Durban a montré que de nombreux pays avaient encore beaucoup à apprendre au sujet d'un respect global et effectif des droits de l'homme, et ce, en dépit du fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux – notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – étaient en vigueur depuis de nombreuses années. Le Comité a un rôle important à jouer dans ce domaine, et la Présidente lui propose d'envisager une réunion de tous les organes concernés par les traités pertinents, en vue de l'élaboration d'un programme de mise en œuvre du Plan d'Action de Durban.

14. À la suite des événements du 11 septembre 2001, la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants a été différée, ainsi que la manifestation parallèle prévue, et à laquelle M<sup>me</sup> Abaka devait participer. Toutefois, cette manifestation aura lieu lors de la session extraordinaire en question, désormais prévue pour mai 2002. D'autre part, la Présidente déplore que les attentats du 11 septembre l'aient également empêchée de participer aux réunions de la Troisième Commission de l'Assemblée générale.

15. Le Comité a devant lui un programme de travail très complet, et la Présidente attend avec intérêt une session productive. Les membres devraient être fiers de collaborer avec une organisation qui s'est vu décerner en partie le prix Nobel de la paix; la Présidente ajoute qu'elle a adressé, au nom du Comité, une lettre de félicitations au Secrétaire général.

16. M<sup>me</sup> Corti, qui félicite la Présidente des activités entreprises depuis la précédente session, ajoute qu'elle est d'accord pour dire que l'éducation relative aux droits de l'homme est un domaine particulièrement important. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation aux droits de l'homme approchant de son terme, le Comité devrait intensifier ses efforts dans ce domaine, afin de favoriser une approche plus globale de la défense des droits de l'homme. M<sup>me</sup> Corti attend avec intérêt une analyse plus approfondie de la proposition de la Présidente de voir l'ensemble des organes concernés par les traités pertinents envisager une collaboration en vue de l'application du Plan d'action de Durban.

17. M<sup>me</sup> Schöpp-Schilling déclare qu'elle espère la distribution à l'ensemble des membres du Comité du rapport sur les résultats de la Conférence de Durban. Les discriminations cumulées sur la double base du sexe et de la race sont une question à laquelle le Comité devrait accorder la plus grande attention, et, lors de la révision de ses lignes directrices sur l'élaboration des rapports par les États parties, le Comité pourrait ajouter une exigence supplémentaire, à savoir la présentation, par les États, d'informations sur les minorités ethniques et raciales sur leurs territoires respectifs.

18. M<sup>me</sup> Gaspard, soulignant également sa participation à la Conférence de Durban, déclare que les femmes ont joué un rôle majeur à cette réunion, notamment en apportant une certaine modération à des débats parfois très vifs. L'allocution qu'elle a prononcée dans le cadre de l'atelier sur l'interpénétration des discriminations fondées sur le sexe, d'une part, et la race, de l'autre, a suscité un grand intérêt dans le contexte des travaux du Comité, et fourni l'occasion de diffuser des informations sur la Convention. M<sup>me</sup> Gaspard ajoute qu'elle a représenté le Comité à la Conférence internationale consultative sur l'éducation scolaire en liaison avec la liberté de religion, la tolérance et la non-discrimination, réunion qui s'est tenue à Madrid et où M<sup>me</sup> Gaspard a pu souligner l'importance particulière de l'article 10 de la Convention. L'oratrice déplore d'avoir à constater que les femmes ont été moins bien représentées et moins actives à la Conférence de Madrid qu'à la Conférence de Durban. Le Comité devrait attacher une importance toute particulière au rôle de l'éducation dans le processus d'instauration de l'égalité. Le Document final de la Conférence de Madrid a reflété le degré d'intérêt porté à la Convention et a mis un accent plus important que prévu sur le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment sur le droit des jeunes filles à l'éducation.

19. M<sup>me</sup> González, notant la session en cours du comité préparatoire à la Conférence internationale sur le financement du développement, déclare que cela fournit au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes une occasion de s'informer des thèmes que cette conférence abordera. Cette conférence sera particulièrement pertinente pour les femmes des pays en développement, où l'extrême pauvreté fait souvent obstacle à l'application de la Convention, ainsi qu'au développement en général.

**Application de l'article 21 de la Convention  
sur l'élimination de toutes les formes  
de discrimination à l'égard des femmes**  
(CEDAW/C/2002/I/3 et Add.1 à 4,  
CEDAW/C/2002/I/WP.1)

20. **M<sup>me</sup> Connors** (Section des droits de la femme), présentant le thème de l'application de l'article 21, rappelle que, lors de sa vingt-troisième session, le Comité avait décidé d'élaborer une recommandation générale sur le paragraphe premier de l'article 4 de la Convention. Conformément au processus en trois phases d'élaboration des recommandations générales, adopté lors de la dix-septième session du Comité, une discussion générale sur ce paragraphe premier de l'article 4 a eu lieu, lors de la vingt-quatrième session, avec les agences spécialisées, d'autres organes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et un rapport du Secrétariat sur l'approche du Comité vis-à-vis dudit paragraphe a été fourni au Comité lors de sa vingt-cinquième session. Dans le cadre de la présente session, le Comité disposera d'un document de travail sur le paragraphe premier de l'article 4 – document élaboré par Mme Schöpp-Schilling (CEDAW/C/2002/I/WP.1).

21. Le Comité envisagera également l'article 22 de la Convention et disposera d'une note du Secrétaire général sur les rapports concernant l'application de cet article – note fournie par les institutions spécialisées des Nations Unies (CEDAW/C/2002/I/3) –, ainsi que de rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre des additifs 1 à 4 à ladite note. Des représentants de plusieurs organes des Nations Unies ont pris la parole dans le cadre du groupe de travail préparatoire à la vingt-sixième session, et s'adresseront au Comité lors d'une réunion du groupe de travail dans son ensemble, au cours de la présente session, à laquelle participera également M<sup>me</sup> Virginia Bonoan-Dandan, Présidente du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

**Moyens d'accélérer les travaux du Comité**  
(CEDAW/C/2002/I/4).

22. Prenant acte du fait qu'un rapport sur ce sujet a été élaboré par le Secrétariat, l'oratrice souligne qu'outre les pays mentionnés dans la liste figurant à

l'annexe IV au rapport, le Portugal a récemment déposé auprès du Secrétaire général son instrument d'acceptation de l'amendement au paragraphe premier de l'article 20 de la Convention.

*La séance est levée à 11 h 35.*